

# Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 336

DE LYON

Samedi 5 Décembre 1904

Journal Démocratique Quotidien

LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1<sup>er</sup> & 16 DE CHAQUE MOIS

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES : A LYON, exclusivement aux bureaux de la Société de Publicité Artistique et Commerciale, 52, Rue de la République. A PARIS, dans toutes les Agences de Publicité.

5 cent le N°

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 4, Rue Stella

5 cent le N°

ABONNEMENTS : Lyon et départements limitrophes : 5 fr. 10 par an. Autres départements : 6 fr. 10 par an. Etranger (Union postale) : 9 fr. 10 par an.

## FAITS DU JOUR

**Le monde politique commente vivement les incidents de la séance de la Chambre de jeudi dernier.**

**La délation dans l'armée continue à provoquer des incidents. Un duel a eu lieu au Havre entre un officier et un délateur. Ce dernier a été blessé.**

**La Chambre a continué hier la discussion des interpellations sur la grève de Marseille.**

**De nouvelles manifestations se sont produites à Paris contre le professeur Thalamas.**

**Les Japonais auraient perdu 25,000 hommes à la prise de la colline de 203 mètres. La situation de Port-Arthur ne serait pas désespérée.**

**Un violent combat a eu lieu sur le front, en Mandchourie. Les Japonais battent en retraite.**

**Framondon, l'assassin de Saint-Just, a comparu hier devant les assises du Rhône.**

## OPINIONS

### L'impôt sur le Revenu

On s'étonne généralement de voir les socialistes accepter avec tant de résignation le projet d'impôt sur le revenu présenté par le gouvernement, alors qu'il est si loin du projet qu'ils ont toujours soutenu. Ceux qui s'étonnent se trompent. Ils sont moins clairvoyants que les socialistes, — qui savent fort bien que le projet du gouvernement ne diffère du leur qu'en apparence.

L'essentiel pour eux, en effet, est d'obtenir une loi décrétant l'impôt général sur le revenu. Qu'il soit plus ou moins bien organisé, peu importe.

Le mode est secondaire. « Être », voilà le point ! « Il y a la manière », dit le prince d'Aurec ; ici, la manière est négligeable, — pour le moment. Le « fond » seul compte, et le projet ministériel donne aux socialistes le fond qu'ils réclament. Ils le savent bien ! Aussi réclament-ils d'un cœur joyeux aux revendications classiques de leur parti pour se contenter de ce que le gouvernement leur donne.

Une fois le projet actuel voté, devenu loi, promulgué au Journal Officiel, le reste viendra par surcroît. La progression est seulement indiquée ; elle est déguisée sous le nom de dégression ; elle s'arrête à 17,500 francs de revenu. On lui rendra sa vraie physionomie, on accélérera sa marche. Rien ne sera plus simple quand le projet sera loi vivante.

Le gouvernement vient d'en fournir une preuve éclatante : le projet primitif du ministre des finances fixait le taux de la taxe personnelle à 1 fr. 50 0/0 ; le gouvernement et la commission se sont mis d'accord et, dans le temps qu'il faut pour cuire un œuf à la coque, ils ont porté le taux à 1 fr. 70 0/0.

Les privilégiés qu'on investit du droit de décréter l'impôt en les affranchissant de l'obligation de le payer n'étaient que trois ou quatre millions ; dans le même temps, on a augmenté leur nombre de 1,000,000.

Cette opération entraînait une perte de 5 millions pour le budget ; on a reporté, en un clin d'œil, les 5 millions sur les épaules de nouveaux vilains, taillables à merci.

Vous voyez qu'on ne saurait imaginer de procédé plus simple, plus commode, plus rapide. L'avenir est tout indiqué. Un an après le vote de la loi, on donnera un tour de vis et le taux sera doublé, puis triplé, et ainsi de suite jusqu'à la suppression du « régime capitaliste », conformément à l'évangile de Saint-Mandé... Ou bien jusqu'à soulever des victimes, qui ne seront pas moins nombreuses parmi les « privilégiés » que parmi les tributaires directement frappés. La morale de la fable des *Membres et de l'Estomac* est, en effet, éternelle, et nulle volonté humaine ne peut empêcher de produire ses inévitables conséquences.

Assurément, M. Rouvier ne veut aucun de ces excès. Il suppose que son projet n'entraînera aucun résultat nuisible pour le crédit public, pour les finances de l'Etat, pour la nation elle-même ; que les contribuables seront exempts de toute vexation, de toute inquisition, de tout arbitraire, grâce au système des « signes extérieurs » qu'il a résumé dans la *valeur locative d'habitation*.

Le projet de loi établit bien, en effet, deux taxes, en apparence indépendantes : la *taxe personnelle*, établie d'office par le contrôleur, et la *taxe sur le loyer d'habitation*, résultant du bail, ou par « voie d'appréciation ».

Mais, dans la pratique, le loyer deviendra à peu près l'unique mesure des deux taxes ; d'après le loyer on déterminera tour à tour chacune des deux moi-

tiés de l'impôt et, par conséquent, l'impôt tout entier ; si bien qu'en définitive le projet revient à *mesurer le revenu d'après le loyer* et ainsi à établir l'impôt général sur le revenu d'après le loyer.

Comme le loyer n'était pas lui-même dans les neuf dixièmes des cas déterminé par les besoins, par les nécessités du travail, de la profession, de la famille ; comme si l'habitation n'était pas, en tant de circonstances, exclusivement une charge, une des plus lourdes charges !

Il n'est pas de pire erreur de prendre le loyer pour la mesure des ressources, — pour une sorte de dépense somptuaire volontaire, — comme une loge à l'Opéra !

Ce n'est pas la première fois que pareille idée est venue à l'esprit des fabricants de lois fiscales ; quand ils ont essayé de la mettre en pratique, ils ont toujours échoué.

Echec sous la Révolution, en 1790, et successivement, malgré dix tentatives sous des formes diverses, jusqu'à la chute du Directoire.

Echec sous la Restauration, pendant dix années d'efforts inutiles.

Echec sous la Monarchie de Juillet, — échec redoublé : une première fois en 1831 ; une seconde, dix ans plus tard, en 1841, où les coups de fusil se mirent de la partie et imposèrent silence aux « réformateurs », qu'on appellerait bien plus justement déformateurs !

Echec encore, répétés, depuis trente ans. Echec sous le cabinet Goblet, en 1887, lorsque M. Dauphin voulut transformer la contribution mobilière en une sorte d'impôt sur le revenu calculé d'après le loyer, suivant un ensemble de dispositions qui semblaient avoir servi de modèle à celles que nous lisons aujourd'hui dans le rapport de la commission.

Echec sous le cabinet Casimir-Perier, en 1904, lorsqu'un ministre des finances éminent, M. Burdeau, déposa à son tour un projet calculé sur celui de M. Dauphin, qui était calqué sur celui de M. Humann, qui était calqué sur celui de M. Laffitte, qui était calqué sur celui de M. Roy, qui était calqué sur la loi de 1790 si promptement réduite en poussière par la force invincible des choses.

Le sort du projet actuel, calqué à son tour sur tous les précédents, ne peut échapper à la même force. C'est le même mécanisme final, radicalement vicié par la même erreur de principe ; d'autant plus impuissant à fonctionner qu'on lui demande un rendement bien supérieur. Il ne s'agit pas, jusqu'à présent, dans toutes les tentatives, dans tous les projets, que d'employer le *loyer* comme mesure d'un petit impôt particulier, fort modéré : la contribution mobilière.

On veut aujourd'hui l'employer comme mesure d'un grand système d'impôt général sur le revenu ! Comment ce qui ne put servir pour obtenir le moins servirait-il pour obtenir le plus ?

Comment la mécanique fautive, construite en violation des lois naturelles de la pesanteur et de l'énergie, qui ne put soulever quelques centaines de kilos et se brisa sous l'effort, pourrait-elle aujourd'hui transporter des milliers de tonnes ?

Voilà, cependant, très exactement, ce que le gouvernement et la commission ne craignent pas d'entreprendre, et ce qu'on présente au peuple le plus spirituel de la terre comme une « réforme » ! Et on assure qu'il le croit !

Que croirait-il donc s'il était bête ?

Jules ROCHE.

## NOTES POLITIQUES

### LE CAS DE M. CHAUMIÉ

M. Chaumié a été battu hier, à la Chambre, battu par seize voix. Et M. Chaumié est toujours ministre, parce que les mêmes députés qui avaient blâmé M. Chaumié à 8 h. 45, l'approuvaient à neuf heures, sans que M. Chaumié n'ait rien ajouté ni retranché à ses déclarations.

Comprenez qui pourra ces chinoleries législatives.

Le ministre restera à son poste jusqu'à ce qu'il ait été fiché à la porte avec un pied quel que part.

A vrai dire, nous ne regrettons point que M. Chaumié ne soit pas parti. Il fait assez figure de « brave homme » à côté de M. Combes et ses déclarations nettes contre les délateurs universitaires nous font oublier beaucoup d'autres fautes.

M. Chaumié a continué catégoriquement les procédés chers au f. Créscent ; il déclare vouloir sauvegarder l'honneur de l'Université. C'est très bien, ce sont d'excellentes paroles que nous applaudissons, mais, avec M. Aynard, nous l'attendons aux actes.

Il est impossible que M. Chaumié ne fasse pas son devoir jusqu'au bout ; il est impossible qu'il ne donne pas satisfaction à l'opinion publique en frappant les professeurs délateurs ; il est impossible qu'il renie les paroles qu'il a prononcées, hier, à la face du pays.

Il faut que cette histoire de délation finisse par une lessive générale. Et puis, on n'en parlera plus. Nous ne conserverons de toutes ces ignominies que le souvenir d'un effrayant cauchemar. — Camille Duquoy.

## INFORMATIONS

### UN SCANDALE ADMINISTRATIF A PARIS

Paris, 2 décembre.

D'après la *Lanterne*, des informations de laquelle il faut se défier jusqu'à plus ample informé, un scandale serait à la veille d'éclater dans une grande administration de la ville de Paris.

Un caissier principal se serait depuis deux jours absenté de son poste sans motif plausible. Cette absence coïnciderait malheureusement avec la disparition d'une somme de trente mille francs. On ignore ce qu'est devenu ce fonctionnaire. Sans éveiller l'attention et en grand mystère, la préfecture de police s'est débarrassée des investigations dans le but de le retrouver.

Cette administration et le service de la Sûreté se refusent à donner sur cette affaire le moindre renseignement.

### LE VATICAN ET LE QUIRINAL

Paris, 2 décembre.

La *Liberté* publie de son correspondant de Rome la dépêche suivante : « L'ouverture du Parlement et le discours du trône en Italie ont laissé passer inaperçu un fait récent de la plus haute importance. L'évêque de Florence, Mgr Bonomelli, un des prélats d'Italie et *persona grata* au Vatican, a déclaré dans un discours prononcé avant-hier à Florence, en recevant des délégations, « que le pouvoir temporel était mort et que rien ne pouvait le ressusciter ».

Cette déclaration dans une bouche si autorisée, le silence absolu du discours du trône au sujet de la loi du divorce et les fédérations constitutionnelles catholiques qui s'organisent dans toute la péninsule permettent d'affirmer que la réconciliation définitive entre le Vatican et le Quirinal est effectivement conclue, sinon proclamée. »

### LE REPOS HEBDOMADAIRE

La commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition relative au repos hebdomadaire s'est réunie sous la présidence de M. Labiche.

Elle a entendu : 1° les délégués de la chambre syndicale des bazars de départements ; 2° les délégués de la chambre syndicale des bazars de Paris ; 3° les délégués du syndicat du bâtiment ; 4° le président du syndicat général de la boulangerie française ; 5° les représentants de l'union des syndicats de la boulangerie.

A l'issue de la séance, la commission a décidé qu'après les nombreux témoignages entendus, il y avait lieu d'interrompre les auditions, afin d'arriver à la solution de cette étude.

## CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 2 décembre.

Les ministres se sont réunis ce matin en conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Emile Loubet.

La séance, qui a été très courte, a été consacrée à l'expédition des affaires courantes. Les ministres se sont entretenus de diverses interpellations qui sont inscrites à l'ordre du jour et de la discussion générale des divers budgets.

M. Pelletan a fait connaître le sens de la réponse qu'il se propose de faire aujourd'hui aux divers interpellateurs sur les grèves de Marseille.

## L'AFFAIRE THALAMAS

### Au Lycée Charlemagne

Paris, 2 décembre.

M. Thalamas devait faire ce matin sa première leçon d'histoire aux élèves du lycée Charlemagne ; or, M. Thalamas ne s'est pas présenté à la classe, et ses élèves, en quittant le lycée, à dix heures et demie, ont profité de l'occasion pour lui faire une manifestation dans la rue Saint-Antoine.

Pendant quelques instants, sur le trottoir qui se trouve devant l'église Saint-Paul, ils ont manifesté en acclamant Jeanne d'Arc et en conspuant M. Thalamas. Les agents ont voulu les disperser. Les jeunes lycéens, groupés alors en cortège, sont partis par la rue de Rivoli, en chantant : « Thalamas à Charenton, ton taine ! Thalamas à Charenton, ton taine ! »

### L'Affaire Thalamas à la Chambre

Les débats sur l'affaire Thalamas à la Chambre :

Sur l'affaire elle-même, M. Chaumié avait donné raison et la Chambre l'a approuvé en refusant la priorité à l'ordre du jour de M. Sembat, qui ne voyait en M. Thalamas qu'un fonctionnaire républicain attaqué par des réactionnaires.

Sur la question plus générale des droits et des devoirs des professeurs, M. Chaumié a défendu la théorie que la liberté du professeur en classe ne peut être illimitée. Et c'est là une vérité tellement évidente que M. Jaures lui-même n'a pas osé soutenir la thèse de la liberté illimitée.

Le professeur doit apparaître à ses élèves comme un directeur intellectuel qui ne cherche pas à violenter leurs consciences, mais à les éclairer ; qui leur donne le goût et l'exemple de la modération dans les jugements, de la mesure dans les paroles, de la tolérance dans les discussions. Ce sont là des qualités fréquentes dans l'Université et qu'on est du reste en droit d'attendre d'hommes qui ont reçu une forte culture et subi des épreuves destinées à jurer, non pas seulement leur savoir, mais aussi leurs aptitudes pédagogiques.

La neutralité ainsi comprise n'est pas, quoi qu'on en dise, une abdication ou une mutilation de la pensée. C'est une des dignités de l'impartialité. Elle n'est pas à la portée de tout le monde, mais elle est depuis longtemps et il est à souhaiter qu'elle reste le signe propre et la parure de l'Université.

## LA SÉPARATION

### A la commission. — Protestation de la minorité

Paris, 2 décembre.

À la séance de la commission de séparation des Églises et de l'Etat, lecture a été donnée de la déclaration suivante de la minorité de la commission :

« Pendant dix-huit mois, nous avons pris part très loyalement à la discussion de l'avant-projet de la commission.

« Aujourd'hui, les dix sept membres qui constituent la majorité de la commission (majorité d'une seule voix) reviennent sur leurs déclarations, sur leurs votes, sur leurs déclarations de principes, pour voter un projet différent du précédent et s'inscrivant de principes tout opposés à ceux de la séparation, ainsi qu'ils le reconnaissent eux-mêmes.

« Nous nous refusons à prendre part à une telle œuvre. Nous restons sur le terrain précédemment choisi par la commission. Nous n'admettons pas que celle-ci se renie,

elle et son projet, pour la fantaisie tardive d'un ministre.

« Telle est notre attitude. Et c'est pourquoi, tant que nos collègues seront décidés à voter, sans discussion comme sans conviction, les articles du projet Combes, nous leur laisserons la responsabilité de leur attitude, sans vouloir y prendre aucune part. »

À la suite de cette déclaration, les membres de la minorité se sont abstenus de prendre part au débat comme au vote sur le projet du gouvernement, repris par M. Deville. M. Allard fait observer qu'il est entièrement d'accord avec les mémoires de la minorité sur la question de principe. Le projet Combes n'est pas un projet de séparation, mais il en laisse adopter les articles par la commission pour que la question vienne plus vite en discussion devant la Chambre.

M. Deville s'associe à la déclaration de M. Allard. M. Briand les appuie, mais il exprime l'espoir que le gouvernement pourra revenir sur certaines dispositions de son projet.

La commission poursuit ensuite l'examen des articles du projet Combes, qui sont successivement adoptés sans observations. Sur l'article 8 seul la commission a modifié le texte du gouvernement. Elle a décidé que les associations cultuelles pour l'exercice des cultes juit et protestant pourraient dépasser les limites du département.

Après le vote de tous les articles, M. Briand demande que M. Combes soit appelé devant la commission, lorsque celle-ci procédera à une seconde lecture du projet. La commission lui donne mandat de conférer avec le président du conseil sur certains points du projet du gouvernement, de façon, en lui faisant accepter certaines modifications, à déterminer une entente complète sur un projet commun.

Il est décidé ensuite que la commission se réunira dès que le rapporteur sera en mesure de lui apporter le résultat de sa conférence avec M. Combes.

## L'EXPOSITION DE SAINT-LOUIS

Saint-Louis, 2 décembre.

La grande Exposition internationale, ouverte le 30 avril, a fermé ses portes hier soir, avec la même solennité qui marqua son ouverture.

L'ancien gouverneur Francis, président de l'Exposition, prononça un discours final. Un cortège pittoresque, formé à minuit, à travers les terrains de l'Exposition après la fermeture des portes et la « Grande Foire » s'est ainsi terminée.

Bien que l'Exposition ait eu un succès complet, son budget présentera un déficit. Le nombre total des personnes qui ont visité l'Exposition est de 19 millions. Les dépenses totales se sont élevées à 250,000,000 de francs.

## La Délation dans l'Armée

Chez les f. mouchards. — Les incidents. — Une lettre de M. Grosjean

### Au Conseil municipal de Chalon

Chalon-sur-Saône, 2 décembre.

M. Richard, avocat, conseiller général et maire de Chalon, a été pris à partie par le journal la *Dépense sociale*, comme ayant fourni des renseignements sur les officiers du 58<sup>e</sup> de ligne au G. O.

On croit que la question sera portée au conseil municipal et que l'opposition cherchera à rendre la situation de M. Richard impossible comme maire de la ville.

### Un Duel au Havre

Le Havre, 2 décembre.

A la suite de la publication d'une fiche de délation sur les officiers du 129<sup>e</sup> de ligne, un duel a eu lieu ce matin entre le lieutenant Vinche et M. Denis-Guillot, avocat, conseiller général.

Ce dernier, sur l'invitation des témoins de l'officier, a refusé de dénoncer les deux officiers qui lui avaient fourni les renseignements. Le duel a eu lieu dans le vieux fort de la Frileuse. Aux deuxième et troisième reprises, M. Denis-Guillot a été atteint à l'avant-bras d'une blessure intéressant une veine. Les adversaires ne se sont pas reconciliés.

### La Délation dans l'Université

M. Grosjean vient d'adresser à M. Chaumié la lettre suivante :

Vous avez, hier, à la Chambre, renouvelé l'engagement que vous avez pris le 14 novembre dernier de procéder à des enquêtes sur les faits de délation qui vous ont été signalés.

Les documents que j'ai entre les mains sont les éléments essentiels et primordiaux de ces enquêtes. J'ai l'intention de vous les remettre personnellement demain samedi. Je vous serai reconnaissant de vouloir bien me faire connaître l'heure à laquelle je pourrai avoir l'honneur de vous rencontrer, ce jour-là, à votre cabinet.

### Au Grand-Orient

Paris, 2 décembre.

Les membres du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient avaient convoqué, avant-hier, en une tenue exceptionnelle, tous les vénérables des Loges maçonniques.

Jamais, déclarait un député ministériel et méridional, qui n'est pas M. Lafferre, on n'avait vu pareille levée de boucliers, de triangles et de tabliers symboliques. MM. Dubief, député de Meuse ; Massé, député de la Nièvre ; Meslier, député de la Seine ; Dequaire, inspecteur d'Académie ; Thalamas ; — Thalamas et c'est tout dire — portaient le maillot d'honneur.

Mais il ne faut point omettre la présence du commandant Bouquero, grand, clancé, sveite, en tenue civile, un large ruban de la Légion d'honneur à la boutonnière.

Tout à tour, MM. Thalamas, délégué par M. Chaumié ; le commandant Bouquero, menacé de déplacement par M. Maurice Berteaux, ministre de la guerre, « qui se serait montré intraitable » ; M. Bourguieu, juge au tribunal de la Seine, ont échangé des imprécations contre leurs chefs hiérarchiques « qui veulent les livrer en pâture aux haines cléricales » !

M. Lafferre a été alors chargé d'intervenir à la tribune de la Chambre et on sait qu'il a tenu parole.

suprême tribunal du Grand Pélican que des ordres du jour de blâme avaient été votés contre MM. Paul Doumer et Charles Bos, pour leur politique antimilitariste et leur attitude envers M. Combes.

Il est certain que les deux honorables députés seront les premiers à en rire et ne s'en porteront pas plus mal au déjeuner.

## LA SÉANCE DE JEUDI

Paris, 2 décembre.

C'est le vote sur l'ordre du jour pur et simple qui a mis en minorité hier le gouvernement.

L'ordre du jour pur et simple, demandé par M. Chaumié, a été repoussé par 284 voix contre 238.

Ces 284 suffrages sont ceux de la plus grande partie de la droite, des progressistes, des nationalistes, auxquels sont venus s'ajouter :

Quinze dissidents qui votent depuis déjà longtemps avec l'opposition : MM. Astier, Bandin, Caillaux, Charles Bos, Deschamps, Doumer, Hubbard, Klotz, de Lanessan, Lhopiteau, Lockroy, Henry Maret, Noulens, Vazeille, Millierand.

Treize socialistes révolutionnaires : MM. Allard, Bouvier, Chauvière, Paul Constans, Jules Coutant, Dejeante, Delory, Jacques Dufour, Meslier, Sembat, Thivrier, Vaillant, Walter.

Dix-huit socialistes : MM. Briand, Anguier, Basly, Benéche, Cardet, Charpentier, Collard, Defontaine, Paschal Grousset, Clovis Hughes, Jaures, Lammendin, Lassalle, Piger, Seli, Adrien Vebert, Vigne, Zévaos.

Ce sont radicaux : MM. Bepmale, Cornet, Couvra, Delarue, Ezzière, Jeanneney, Lafferre, Levaure, Honoré Leygue, Raymond Leygue, Loup, Malizard, Bienvenu-Martin, Michel (Bouches-du-Rhône), Menier, Paul Meunier, Pérocheau, Serres, Vigné d'Oocton.

Les 283 députés qui ont accepté l'ordre du jour pur et simple appartiennent presque tous aux groupes de la majorité, mais on y compte un certain nombre de députés qui ne votent pas habituellement avec le gouvernement :

MM. Babaud-Lacroze, Beharrelle, Cardon, Cocheret, Collin, Delaune, Léopold Fabre, Lebrun, Levot, Georges Leygues, Loque, Lozé, de Mahy, Mando, Maure, Mulac, du Pêrier de Larnas, Sureout, Valée, Villault-Duchesnois.

Il y a eu vingt et un abstentionnistes : Six républicains dissidents : MM. Arago, Cazaux-Gazet, Chaumet, Dormoy, Pierre Dupuy, Vidéau.

Neuf radicaux : MM. Chambon, Féron, Holtz, Merlion, Messimy, Mill, Régner, Steeg.

Deux socialistes : MM. Rouanet et Thierry Cazas.

Un radical indépendant : M. Turigny.

Deux nationalistes : MM. Failliot et Millavoie.

Un député libéral : M. de Castelneau.

Un progressiste : M. Rose.

Deux députés, MM. Jean Morel (Loire) et Mirman, sont portés comme retenus à la commission d'enquête sur l'industrie textile.

M. Syveton n'a pas pris part au vote, par application de l'article 125 du règlement. Dix députés, dont huit appartenant aux groupes de gauche, étaient absents par congé.

Enfin, le *Journal officiel* publie ce matin les rectifications suivantes :

« M. Pastre, Chenavaz, Ferrero et Dubief, portés dans le scrutin ci-dessus comme ayant voté pour, déclarent avoir voulu voter contre. »

## L'AFFAIRE JAURES-DÉROULEDE

Paris, 2 décembre.

M. Déroulède n'a eu connaissance de la réponse de M. Jaures que par la dépêche suivante que lui a envoyée M. Le Menue, membre de la Ligue des Patriotes :

« Le *Temps* publie une dépêche que Jaures vous adresse à Saint-Jean-de-Luz, annonçant un envoi de témoins, MM. Augagneur et Gabriel Deville. »

Ce matin vers dix heures, le président de la Ligue des Patriotes recevait de l'extrême gauche un télégramme de Saint-Sébastien, dans lequel ce dernier le priait de voir certains de ses amis. Quant à la dépêche de M. Jaures, elle n'a évidemment pas pu parvenir à Saint-Sébastien, puisqu'elle était adressée à Saint-Jean-de-Luz, qui est en France et où le tarif des télégrammes n'est pas le même qu'en Espagne.

On estime généralement que les choses n'iront pas si vite qu'on aurait pu le croire. Bien des difficultés matérielles s'opposent en effet à une rencontre avec un exilé. Qu'on se rappelle les obstacles soulevés lors des affaires Rochefort-Isaac et Déroulède-Buffet.

Il est certain que M. Déroulède ne voudra pas se battre en Espagne, d'où on l'expulserait aussitôt.

## LA CHAMBRE

Paris, 2 décembre.

La séance est ouverte à deux heures un quart sous la présidence de M. Etienne Vice-président.

### INCIDENT SUR LE PROCÈS-VERBAL

Dès le début, sur le procès-verbal, un très violent incident se produit entre MM. Borquet, Guilloteaux et plusieurs membres de la majorité.

MM. Borquet et Guilloteaux se plaignent que la plupart des interruptions de la droite ne figurent pas à l'*Officiel*, ou n'y soient considérablement atténuées.

M. Guilloteaux : Il ne faudrait pas que le *Journal officiel* devienne le journal officieux.

M. Borquet : J'ai dit que le régime actuel ne vivait que de délation et de corruption. Je demande que ces paroles figurent à l'*Officiel*.

M. Carnaud : Je proteste que le procès-verbal soit sanctionné par la Chambre sans tenir compte de ces réclamations.

M. le président : Je mets cette proposition aux voix.

Le vote a lieu au milieu de la plus vive agitation.

M. Lesies orle à M. Etienne : « Vous êtes un président de complaisance ! »

Le quorum n'étant pas atteint, le vote est renvoyé à une prochaine séance.

M. Ferrette demande la parole pour un fait











# INFORMATIONS FINANCIÈRES

*Eaux minérales de Vittel*

Les actionnaires de cette Société, réunis le 17 novembre en Assemblée générale, ont approuvé les comptes de l'exercice 1906-1907, se so dant par un bénéfice net de 805.814 fr. 44, contre 701.391 fr. 17 en 1905-1906 et 517.029 fr. 82 en 1904-1905; les dividendes y afférent à 45 fr. par action, au lieu de 40 fr., précédemment et 35 fr. pour 1901-1902.

Les ventes de l'exercice se sont élevées à 3.354.000 bouteilles, soit 648.000 de plus que pour l'exercice précédent. Le nombre des étrangers a été de 4.630, en augmentation de 600.

Réunie ensuite à titre extraordinaire, l'Assemblée a décidé l'émission d'obligations de 500 francs à 500 nets pour un montant maximum de 3.500.000 francs. Cette émission a pour objet l'amélioration des installations, et se fera aux termes des besoins de la Société. Les actionnaires auront droit de souscrire à l'obligation par action.

*Société des Charbonnages de Nikutowa*

Les actionnaires de la Société des Charbonnages de Nikutowa se sont réunis le 11 novembre en assemblée générale ordinaire.

Il ressort des comptes présentés à cet réunion que pour l'exercice 1903-1904 le solde débiteur du compte de profits et pertes s'est élevé à 891.974 fr. 69 dont 458.111 fr. 45 pour les exercices antérieurs et 433.863 fr. 24 pour l'exercice courant,

---

Le Gérant : CLAUDIUS LANUX

Imp. A. GENESTÉ, 71, rue Melba

**TERIE-TOMBOLA**  
Société Protectrice de l'Enfance de Lyon  
Par Arrêté préfectoral du 8 septembre 1904  
Cap. Capital de 400.000 FRANCS

**AGE : 15 AVRIL 1905**  
**ots : 10.000 fr. et 1.000 fr.**

**NOMENCLATURE DES LOTS :**

10 LOTS	2 grs Lot.	3 grs Lot.
MOBILE	SERVICE ARGENTERIE	ANEUBLEMENT
10 fr.	1.000 fr.	1.000 fr.

10 LOTS couv. de 100 fr.      30 Lot. Chronomètre de ..... 100 fr.  
10 Lot. d'art de ..... 100 »      40 Lot. Photographie de ..... 100 »  
10 Lot. Plaque de 100 »      14 Lot. 233 Lot.  
10 Lot. longue-vue 125 »      23 Objets en nature, d'une  
de chaise 100 »      valeur de chacun..... 100 »

3 Lots se montant ensemble à 150.000 francs  
en payant à quel les Lots ne couvriront pas auront  
la faculté d'en recevoir le montant en espèces

**LET : UN FR.** On trouve des bil-  
lets d'art et de commerce, 52, rue  
publique, Lyon. Par correspondre, joindre  
en timbre-poste ou mandat de 1 franc  
(à raison de 10c. par 4 billets) pour être servi par la  
des paiements en timbre-poste se seront pas acceptés.

**DES**

**ILAINS**

alité extra supérieure

... 9 fr. 50 | 250 grammes.. 2 fr. 50  
... 4 fr. 75 | 125 grammes.. 1 fr. 50  
mmes..... 0 fr. 60

**DÉPÔT GÉNÉRAL**  
**de CASATI, 31, rue Ferdinand, LYON**  
**TÉLÉPHONE 30-67.**

---

**DIES NERVEUSES**

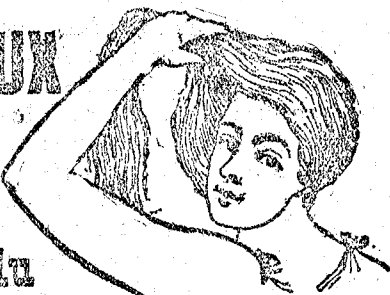
Certaines par l'ANTIÉPILEPTIQUE de LIÈGE  
dies nerveuses et particulièrement de l'Épilepsie  
sont, jusqu'à aujourd'hui, incurables.  
Connaissant le traitement et de nombreux certificats  
envoyées franco à toute personne qui en fera la  
demande à M. FANYAU, pharmacien à LILLE (Nord).

---

Il est si bon et si heureux d'apprendre aux lecteurs qu'un  
nouveau traitement vient d'être découvert par l'ins-  
titut Pasteur, et que la guérison des affections du nez, de  
la gorge, du pharynx, du larynx, du trachéobronche, du  
des oreilles. Il suffit pour cela de demander au *Dir.*  
*Journal des Maladies du Nez et de la Surdit*  
contenant les plus précis et les meilleurs conseils.

---

**LEUX**



**reçu**

été décerné par la Faculté des Sciences.  
P. VIGIER, 47, Avenue des Ponts, LYON.

— Il y en a donc d'autres que la page ar-  
rachée au registre ?  
— Un autre, oui...  
— C'est...  
— C'est ma condamnation... ma condam-  
nation à mort, monsieur Lecoutellier, s  
cette pièce voit le jour.  
Et de sa voix maintenant vieillie, presque  
cassée tant elle était frissonnante :  
— Monsieur, vous êtes un homme d'hon-  
neur...  
— Vous n'en doutez pas, je suppose, ré-  
pondit Claude un peu nerveusement.  
— Ce n'est pas une question que je vous  
adresse, monsieur. C'est une affirmation. Si je  
n'ai bien convaincu, je vous l'atteste. Si je  
vous dis cela, c'est pour vous avertir...  
pour vous préparer moi-même à un aveu...  
dont le secret j'en ai la certitude, restera  
entre vous et moi... connaissez déjà, de ma vie,  
tant de douloureuses... tant de déplorables  
choses... et moi qui n'ai plus d'espérance  
en vous.  
— Votre confiance est bien placée, mon-  
sieur, parlez-  
Et le pauvre homme — car c'était un pau-  
vre homme, ce valnoux... — se désempara qu'il  
venait demander secours et assistance à  
celui qui tout à l'heure encore il considérait  
comme son plus cruel... son plus mortel  
ennemi... le pauvre commença à rêcher qu'il  
se mettait au front une rosée d'angoisse...  
une rosée de honte...  
Ce fut long... plus pénible encore que  
long, peut-être...  
Mais enfin il arriva à la fin de son récit —  
et de son supplice...  
Et quand il eut achevé.  
— Donc, répondit simplement Claude,  
donc plus que jamais il faut maintenant  
avoir... que détiend ce misérable...  
A suzer...